

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 22 avril au 5 mai 2013 – n°122

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Le PCF prépare le 5 mai et ses suites

Le Parti Communiste propose des «assises pour la refondation sociale et démocratique».

Tandis que le gouvernement semble déterminé à maintenir le cap sur l'austérité, pour les communistes, l'heure est à la mobilisation pour «un nouveau pacte politique». À cette fin, le Conseil national du PCF, réuni en «urgence» le week-end du 13 avril, a décidé «d'engager toutes ses forces pour concourir au rassemblement» à gauche, selon sa présidente, Isabelle De Almeida.

La manifestation du 5 mai, dans un premier temps proposée par le coprésident du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a évidemment occupé une partie des débats du samedi. L'engagement du PCF dans cette mobilisation sur les mots d'ordre de «lutte contre la finance et (de) refondation sociale et démocratique de la République», a été confirmé. L'objectif? «Reconnecter le débat social à l'urgence démocratique», a souligné Marie-Pierre Vieu, chargée d'introduire les débats. Si des regrets se sont exprimés sur la proximité de la date avec le 1er mai, le PCF compte également «investir massivement» toutes les initiatives qui se tiendront à cette occasion, à «l'appel des organisations syndicales qui refusent» l'accord de flexibilisation de l'emploi en débat au Parlement. Une bataille qu'il faut d'ailleurs «amplifier», pour le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, qui rappelle «qu'il n'y aura pas de majorité de gauche au Sénat» pour voter ce texte.

Pas question pour autant de refermer l'agenda après le 5 mai: «Dans la foulée, le PCF propose d'organiser des assises citoyennes pour la refondation sociale et démocratique.» Celles-ci pourraient avoir lieu le 16 juin, à Paris. Le Parti Communiste en a fait la proposition aux autres composantes du Front de gauche dès la semaine passée, mais il entend également s'adresser à «tous ceux qui ont voté pour le changement en mai et juin derniers». D'ici là, précise Pierre Laurent, l'objectif est de «prolonger la mobilisation par des assemblées, des comités citoyens» pour co-construire les réponses à la crise.

**Déplacements 5 mai Paris : inscrivez-vous vite ! (CAR le 5/05 - Minibus le 4/05)
"contre l'austérité et la finance" "pour la 6ème République !"**

Déplacements pour la Haute Savoie :

Les négociations continuent avec la SNCF au plan national, mais la période de congés scolaires n'est pas propice à des tarifs abordables pour tous.

Nous avons de ce fait commandé un car de 50 places pour lequel les inscriptions sont ouvertes sur frontdegauchechablais@orange.fr ou 06 23 42 30 19

Le car partira de Thonon, place de Crète à 4h00. Arrêts prévus à Annemasse (Gare) à 4h45 et à Eloise (parking autoroute - horaire à préciser - covoiturage possible depuis Anney) Coût prévisible 53 euros/participant

Nous envisageons également une possibilité de déplacement en minibus partant le samedi 4 vers 12h30 de Thonon, avec arrêt à Annemasse (Gare) à 13h15 et Eloise pour celles et ceux ayant la possibilité d'un hébergement sur Paris, comme nous l'avons fait pour La Bastille en 2012. Coût prévisible 83 euros/participant

Il y a à ce jour environ 25 participants déjà inscrits sur les deux modes de déplacement. Inscrivez-vous au plus vite pour que nous puissions organiser au mieux ces déplacements en précisant le jour choisi et le lieu pour votre départ.

Souscription : Pour toutes celles et ceux qui ne pourront pas venir à Paris mais qui souhaiteraient apporter leur aide pour le financement des transports, vous pouvez adresser votre chèque à l'ordre du Front de Gauche du Chablais, 11 rue des ALPES 74200 THONON LES BAINS

SOMMAIRE

P1 Edito - Sommaire - marche du 5 mai

P2 Agenda

P3 ANI - défense des droits de l'homme

P4 Violences homophobes, programme de stabilité, ministres, otages libérés

P5 censure du bonus malus et désaveu de l'Europe ; François Hollande ne prend toujours pas la mesure du désaveu

P6 Votes sur l'ANI, le mariage, le référendum d'Alsace ; Roms, Prisonniers Palestiniens

P7 nationalisation de Petroplus, appel pour les élections ; Petites nouvelles en vrac de notre députée européenne Marie-Christine VERGIAT

P8 Conférence de Presse, Pierre Laurent, secrétaire national, 8 avril 2013

P 9 Venezuela, Thatcher, circonscription Amérique-du-nord des Français de l'étranger

10 Souscription pour l'Humanité ; Les fascistes tentent d'investir la fac, les communistes les en sortent !

**Contre la finance et l'austérité
Marche citoyenne
pour la
6^e République**



Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 22 avril 10H30 réunion extraordinaire RESF

Mardi 23 avril 19H réunion Chaîne Humaine contre les haines

20h maison des associations, MLK, Annemasse Débat citoyen sur la transition énergétique

Mercredi 24 avril réunion cellule PCF de Cran-Gevrier

20h Alterlocal conférence gesticulée : une autre histoire du sport

JEUDI 25 AVRIL 18H PREFECTURE D'ANNECY

ATTAC74, CDDA, Chaîne Humaine contre les haines, LDH74, MRAP74, RESF74 appellent à un rassemblement :

- **Protestons ensemble contre la violence des expulsions récentes de familles déboutées du droit d'asile**
- **Dénonçons leur mise en danger qu'entraînent ces retours forcés**
- **Demandons une suspension de ces mesures et une entrevue auprès de M. le Préfet**
- **Exigeons la fin de la régionalisation des procédures d'enregistrement des dossiers pour une accélération de leur traitement.**

18h30 Uni Dufour, U600 Genève : « Histoire vivante », histoire de la Palestine. Du conflit israélo-arabe au conflit israélo-palestinien. Par Henry Laurens, professeur au Collège de France en Histoire contemporaine du monde arabe.

Samedi 27 avril Fête de l'Humanité Loire

Table sur le nucléaire des Amis de la Terre

Dimanche 28 avril Reignier : ferme ouverte de la Confédération Paysanne

PROGRAMME Visites de la ferme à 11 h, 14 h 30 et 16 h

Animations diverses et musicales tout au long de la journée

REPAS FERMIER Aliments issus de la production locale Entrée, plat chaud, fromage, dessert et café = 15 € Enfant -12 ans = 10 €

MARCHE DE PRODUCTEURS

Mardi 30 avril à 20h30 à l'Agora Bonneville Ciné'UP : Un amour de jeunesse

Mercredi 1er mai : Fête des travailleurs MANIFESTATIONS

9H30 ANNECY Bourse du Travail

10H ANNEMASSE Bourse du Travail

10H CLUSES Mairie

10H PAYS DU MONT-BLANC Monument CHEDDE

11H THONON Parvis de l'Étoile

REPAS ET FÊTE FRATERNELS CGT à partir de 12H Annecy Boulodrome

Également sur le boulodrome d'Annecy

14H Repaire là-bas si j'y suis

Assemblée Générale Chaîne Humaine contre les haines

Vendredi 3 mai à 20H à la salle des Papeteries de Cran-Gevrier du documentaire « OPERATION ASTERIX » (54 minutes) libre de droit afin de récolter des fonds et informer des enjeux du combat contre l'Ayrault-port Notre Dame Des Landes

DIMANCHE 5 MAI TOUS A PARIS !!!

FÊTE DE L'HUMANITÉ Loire
Samedi 27 AVRIL
STANDS ASSOCIATIONS DÉBATS FILM CONCERTS
10h-minuit LA BICAMARIE salle F. MONTAGNON
HK & LES SALTIMBANKS
PRISE II CONSCIENCE
ART MANIAC' CRAYON feat NESTOR KEA THE JOKING
5€
fetcumaloire@voila.fr 06 74 14 66 71 les amis de la fete de l'huma loire

la cgt Haute-Savoie
15 Avril 2013

1er MAI 2013

APPEL DE L'UNION DÉPARTEMENTALE CGT DE HAUTE-SAVOIE

Y aller plus fort !

La situation s'aggrave très vite. Rarement les Salariés(ées) n'ont vu leurs droits remis en cause à ce point.

L'accord du 11 janvier 2013 (signé entre MEDF / CFTD / CFTC / CFE-CGC), transformé en Loi, permet entre autre au Patronat de diminuer les Salaires, d'allonger le Temps de Travail, de licencier...

L'Exploitation des Salariés(ées) sans limite, devient un droit ! Les Patrons continuent à se justifier en évoquant des difficultés économiques ... lesquelles ??? Les résultats des entreprises, les bénéfices dégagés, les dividendes versés aux actionnaires, les salaires des P-DG démontrent le contraire ...

Le Gouvernement nous parle de CHOCS !
Choc de compétitivité ... Choc de Simplification ... Choc de moralisation ...

Mais jamais d'un CHOC SOCIAL, c'est pourtant bien de ce nous avons besoin !

Après la nouvelle étape de mobilisation du 9 AVRIL, la MOBILISATION doit s'amplifier, non seulement pour faire tomber cette loi scélérate, mais plus largement pour imposer des discussions sur les Salaires, l'Emploi, la Santé, la Retraite, l'Éducation.

Le 1er MAI, il nous faut transformer ces revendications en riposte de masse, une riposte organisée et déterminée !

C'est pourquoi, l'Union Départementale CGT de Haute-Savoie appelle l'ensemble des Salariés(ées) actifs et retraités, les privés d'emplois, la population, à participer massivement aux différentes initiatives organisées dans les localités,

car ce qui sera déterminant pour l'AVENIR c'est l'action de millions de personnes qui ne supportent plus les conditions de vie et de travail qu'ils subissent pendant que d'autres se roulent dans l'argent !

ANI : le gouvernement doit laisser le Parlement légiférer en toute sérénité sans pression ni blocage

Le PCF exige le respect du Parlement et le déverrouillage du débat sur l'ANI au Sénat.

Depuis trois jours, alors que le ministre Sapin parle d'un projet de loi historique, il refuse d'accepter le moindre amendement et verrouille le travail parlementaire. Les débats se déroulent devant un hémicycle déserté par l'UMP qui laisse faire et le PS qui joue les muets du sérail.

Les protestations conjointes du groupe CRC, des sénateurs écologistes et de la sénatrice socialiste Marie-Noëlle Lienemann sont systématiquement écartées. Cela doit cesser. Il reste de nombreux amendements à examiner. Le débat doit être libéré de cette consigne de fermeture.

Le PCF appelle le gouvernement à laisser le Parlement légiférer en toute sérénité sans pression ni blocage

Le gouvernement muselle le Sénat pour que le MEDEF impose sa loi aux salariés

Par le groupe CRC / 20 avril 2013

Aujourd'hui, alors que le Sénat examinait l'article 4 du projet de loi transposant l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier 2013 exigé par le MEDEF, le Gouvernement à imposé au Sénat la procédure du vote dit « bloqué », après seulement 48 heures de débat, ce qui prive les sénatrices et sénateurs de leur droit constitutionnel à présenter dans le détail leurs amendements et à demander à ce qu'il soit procédé à des votes sur chacun des amendements.

Cette décision constitue une première inacceptable, un coup de force contre la démocratie et le monde du travail. Jamais un Gouvernement n'aura usé d'une telle arme à l'encontre de sa majorité parlementaire. C'est la démonstration de l'incapacité du Gouvernement à répondre aux questions et aux contre-propositions formulées par les 450 amendements élaborés avec le monde du travail et présentés par le groupe Communiste Républicain et Citoyen et qui s'opposaient frontalement au projet de loi rédigé par le MEDEF.



Face à la mobilisation sans faille des sénatrices et sénateurs Communistes Républicains et Citoyens, très souvent plus nombreux dans l'hémicycle que les sénatrices et sénateurs des autres groupes, le Gouvernement a préféré fuir le débat, comme l'avait fait, en son temps, Nicolas SARKOZY, avec la réforme des retraites, contre son opposition.

Et pour cause. Hier sur la base de ses amendements, le groupe CRC a fait la démonstration qu'il y avait une majorité de Gauche au Sénat, pour adopter des mesures différentes à celles que veulent imposer le patronat. Le Gouvernement, qui a fait la promesse à Madame PARISOT que le Parlement adopterait au mot près le texte qu'elle a rédigé, ne pouvait l'accepter et a préféré mettre un terme au débat, quitte à piétiner le droit du Parlement à faire la loi.

Rapport de la LDH : les questions sociétales et les droits de l'homme toujours en souffrance

Chaque année, la LDH édite l'état des droits de l'homme en France. L'an dernier, sa publication s'intitulait « Un autre avenir ? ». Publiée en pleine campagne présidentielle, elle se voulait porteuse d'une espérance de changement, d'un nouveau contrat social garantissant des droits et tournant le dos aux logiques de discrimination, de racisme et de xénophobie qui avaient marqué le quinquennat de Nicolas Sarkozy. La LDH n'avait certainement pas envisagé qu'elle titrerait son édition 2013, rendue publique ce 18 avril, « La République en souffrance ».

Si les renoncements économiques et sociaux du Président Hollande sont la marque d'une divergence avec le PCF et ses partenaires du Front de gauche, les questions sociétales et les droits de l'homme auraient dû rassembler toute la gauche comme cela vient d'être le cas pour le mariage pour tous. Les annonces contre le tout carcéral, contre le démantèlement des camps de Roms sans relogement, ou contre les familles dans les camps de rétention sont pourtant restées au stade des effets d'annonces.

Le gouvernement manque décidément de courage politique puisqu'il renonce aussi à mettre en œuvre les mesures qui ne coûtent pas financièrement comme le droit de vote des résidents étrangers ou la lutte contre le contrôle au faciès. La recherche d'un consensus avec la droite ne conduit qu'à mettre en œuvre des politiques droitières. La seule façon de réconcilier le peuple de gauche c'est de mettre en œuvre une politique du bien vivre ensemble, solidaire, laïque, fondée sur l'égalité des droits pour tous, le refus des discriminations, la citoyenneté de résidence.

Fabienne HALOUI, Responsable du réseau droits et libertés du PCF

Le PCF exprime son inquiétude sur les atteintes à la libre circulation de personnalités maliennes

Le PCF élève une vive protestation et exprime sa forte inquiétude sur les atteintes à la libre circulation de personnalités maliennes. Aminata Traoré et le docteur Oumar Mariko, secrétaire général du Parti « Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance » invités à une conférence organisée à Berlin, par la Fondation Rosa Luxemburg, le Journal Allemand de Gauche PROKLA et l'Association AfricAvenir sur le thème « Le Mali à la croisée des chemins : Après l'intervention militaire et avant les élections » se sont vus refuser par les services consulaires français de Bamako une demande de visa pour circuler en Europe. Après de nombreuses protestations, Madame Aminata Traoré a pu obtenir son visa, mais Oumar Mariko n'a toujours pas la liberté de circuler. Il était aussi attendu pour une intervention au Parlement Européen à Bruxelles sur la crise au Mali.

Il semblerait que les raisons avancées par les services du consulat de France à Bamako auraient été fondées par les prises de position des deux leaders maliens inscrits sur une « liste informelle de personnes interdites de voyage en France pour leur soutien présumé au Capitaine Sanogo ».

De leur côté, les autorités allemandes et la Fondation Rosa-Luxemburg auraient conseillé dans l'urgence à Aminata Traoré et à Oumar Mariko de passer par le Consulat d'Allemagne à Bamako qui a accordé un sauf conduit, en lieu et place du visa demandé, pour un déplacement encadré pour Aminata Traoré. Il a refusé tout document à Oumar Mariko, le considérant comme « présentant un danger pour l'ordre public, la sécurité nationale, la santé publique ou pour les relations internationales avec un ou plusieurs États membres [de l'UE] et ne peut convaincre de sa disponibilité à quitter l'espace européen avant l'expiration de son visa ».

Le PCF rappelle que la liberté de circulation est le droit de tout individu reconnu dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Violences homophobes: les élus de droite et d'extrême droite doivent être tenus pour complices!

A l'occasion de la deuxième lecture du projet de loi sur le mariage pour tous, des heurts ont eu lieu à Paris, Lyon et Lille. A Lille, quatre hommes ont pris à partie les clients d'un bar gay de la vieille ville.

A Bordeaux, un homme a été victime d'une agression à la sortie d'un établissement.

Dans ce climat délétère, je condamne au nom du Parti Communiste Français toute violence à l'égard des homosexuels et de leurs soutiens à Bordeaux et en Gironde dont l'agression qui a eu lieu mercredi soir à Bordeaux.

Les militants de la haine sont aux abois. Violence verbale, agressions physiques, ce lamentable déchaînement est la conséquence directe des mensonges, amalgames et injures proférées quotidiennement par les opposants irresponsables et cyniques au projet de mariage pour tous.

Les élus de droite et d'extrême droite, les représentants autoproclamés de l'opposition réactionnaire au mariage pour tous que la rancœur et le lamentable besoin d'exister poussent à toutes les extrémités, (les outrances verbales) doivent être tenus pour complices de ces violences.

Il faut que cela cesse.

Sébastien Laborde

secrétaire départemental du PCF Gironde

Programme de stabilité : « des perspectives trompeuses qui visent à rassurer pour ne pas changer de cap »

Le gouvernement est engagé dans une course folle d'annonces d'hypothèses économiques qu'il dit « volontaristes », mais qui se révèlent irréalistes. Ces errements conduisent à des révisions en baisse drastique qui s'accompagnent à chaque fois d'un alourdissement de la facture pour les travailleurs et leurs familles. Le programme de stabilité concocté pour Bruxelles prévoit ainsi un effort budgétaire de 20 milliards d'euros en 2014 après celui de près de 40 milliards d'euros cette année. L'objectif pour Matignon est de limiter la progression des dépenses publiques entre 0,2 et 0,3 % en 2014. Cela correspondrait à un freinage exigeant une recherche d'économies de l'ordre de 15 milliards d'euros par rapport à l'évolution que devrait connaître la dépense publique du seul fait du vieillissement des populations, des progrès de la médecine et des difficultés économiques. Tout cela pour aller vers une dette publique de 94,3 % du PIB en 2014, contre 93,6 % en 2013. Voici le résultat de la politique d'austérité, choisie par François Hollande : malgré les sacrifices sociaux exigés, le poids relatif des dettes publiques augmente !

Bien que déjà contraint de rabaisser à 0,1 % son hypothèse initiale de croissance pour 2013, celle-ci, selon le FMI, demeure très surestimée, la France étant, selon lui, en récession. Et pour 2014, le pari du gouvernement (+1,2%) est fortement contesté par le FMI (0,9%), mais aussi par le Haut conseil des finances publiques présidé par le socialiste Migaud.

Malgré cet embellissement systématique des prévisions, le scénario gouvernemental suggère qu'avec un nouveau recul de 0,6 % des effectifs cette année, la promesse de Hollande sur le chômage ne sera pas tenu avec un tel cap. Ces perspectives trompeuses visent à rassurer pour ne pas changer de cap comme le recommandent Mme Merkel et la BCE. Ce n'est pas pour cela que les Français ont élu Hollande en mai dernier. Il faudrait, au contraire, avoir la force de rompre avec cette trajectoire qui va contribuer à maintenir la zone euro en récession. Il faut une relance vigoureuse des services publics, de l'emploi et des salaires en cherchant à construire une solidarité entre pays européens de mise en cause de l'austérité et du refus de la BCE de créer de la monnaie pour répondre aux besoins populaires.

Ministres à l'ISF : « pas intéressant s'ils ne font rien pour lutter contre les inégalités » (Olivier Dartigolles)

Tout ce qui peut renforcer le contrôle et les sanctions pour éviter un enrichissement dans le cadre d'un mandat public est nécessaire. La transparence est une bonne chose. Par les propositions qu'il avance pour une 6ème République et les règles suivies par les élus communistes et républicains, le PCF n'a pas attendu l'affaire Cahuzac pour inviter à des pratiques politiques débarrassées de la loi de l'argent.

La publication aujourd'hui du patrimoine des ministres ne répond pas à la question posée. Le nombre de ministres assujettis à l'ISF ne nous intéresse pas s'ils ne font rien pour lutter contre les inégalités. Il ne s'agit pas de connaître dans le détail la vie privée des élus de la République, mais de lutter véritablement contre la fraude et l'évasion fiscale. Elles privent notre pays, chaque année, de 50 milliards d'euros. Il faut donc décider d'un plan sérieux, et des moyens de son application, pour chercher et sanctionner les voleurs qui fraudent, y compris parmi les responsables politiques lorsqu'il y en a. La deuxième question est de s'attaquer aux conflits d'intérêt dans toute la société, dans le champ politique comme économique.

Dans le climat actuel, marqué par une aggravation de la crise politique, des conditions de vie de plus en plus difficiles pour le plus grand nombre, le refus par le Président Hollande d'un changement de cap alors que l'austérité conduit à l'échec, aggrave le pourrissement de la situation. Il faut s'attaquer aux inégalités qui sont la base même du système. Le patrimoine de la finance s'accroît, quand le pouvoir d'achat du peuple diminue.

L'indispensable refondation sociale et démocratique passe par l'implication citoyenne et populaire. Assemblées citoyennes, grande marche du 5 mai contre l'austérité, contre la finance et pour une 6^e République, assises pour le changement. Avec le Front de gauche, le PCF propose une tout autre liste que celle qui sera rendue publique sur le site du gouvernement en fin de journée. La liste des urgences et des besoins, la liste des propositions de loi à inscrire dès les prochaines semaines des travaux parlementaires pour engager le changement pour lequel une majorité d'électrices et d'électeurs se sont prononcés au printemps dernier. La liste qui fait le choix de l'humain d'abord.

Dans l'exercice de transparence, nous aurions préféré la publication, sur le site de Matignon, du calendrier des grandes propositions de lois engageant le changement.

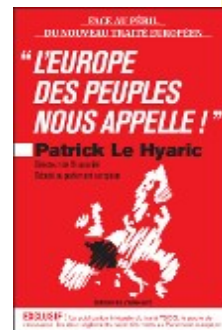
Libération des otages au Cameroun : soulagement et joie

C'est un grand soulagement et beaucoup de joie d'apprendre la libération de la famille française retenue en otages au Cameroun. Nos pensées vont aux enfants et leurs parents qui vont enfin pouvoir se retrouver ensemble, en sécurité, en toute tranquillité. Elles vont aussi vers leur famille et leurs amis. Cette libération nous rappelle que huit otages français sont retenus qui ne doivent pas tomber dans l'oubli. Le PCF réaffirme qu'une cause ne peut justifier de telles méthodes inhumaines.



A lire
L'Humain d'abord, programme du Front de Gauche.
Demandez-le aux militants PCF : 2€.

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité et député européen, décrypte les menaces du nouveau traité européen.



Élections européennes / Croatie : "un désamour regrettable mais compréhensible" (Gilles Garnier)

L'Union européenne peine à séduire les électrices et les électeurs croates.

Seuls 21% d'entre eux, à peine, se sont déplacés pour élire les 12 députés qui vont les représenter au parlement européen.

Ni le gouvernement de centre gauche en place, ni la droite alliée aux populistes n'a séduit les habitants de la république de Croatie.

Les croates empêtrés dans les difficultés quotidiennes et la récession n'ont aucunement confiance dans leurs élites politiques nationales et européennes. Ils désespèrent de cette union qui parle "rigueur" mais qui pense récession et casse les protections sociales.

Après Chypre et les voisins slovènes, les croates ont boudé ce rendez vous. Ce désamour est regrettable mais compréhensible tant l'image que donne aujourd'hui l'union européenne est un repoussoir. Ce sont les gouvernements qui tous applaudissent aux orientations néfastes de l'union qui sont responsables. L'Union européenne ne fait plus rêver, elle est devenue sous sa forme actuelle un cauchemar.

Censure bonus malus énergie : le PCF se félicite de cette décision

L'article 2 de la loi instituant un « bonus malus sur les consommations énergétiques de réseau afin d'inciter les consommateurs domestiques à réduire leur consommation d'énergie » a été jugé contraire au principe d'égalité des consommateurs devant les charges publiques. Le Conseil constitutionnel a donc déclaré l'article 2 et les dispositions inséparables de cet article contraire à la Constitution.

Le PCF se félicite d'une telle décision. Il a, tout au long du parcours chaotique de cette loi, combattu ses dispositifs néfastes.

En effet, le PCF et ses élus n'ont pas manqué de dénoncer l'instauration d'un bonus malus totalement déconnecté de la réalité, inefficace aux regards des objectifs d'économies d'énergie et constituant une double peine pour les familles qui ne peuvent faire face, financièrement, à la rénovation de leur logement. Le Parti Communiste avait pointé cette inégalité de traitement parmi les citoyens notamment par la prise en compte dans le calcul du volume de base de la zone géographique. C'est une atteinte grave à la péréquation tarifaire et à la solidarité nationale.

Vouloir faire des économies d'énergie par le seul signal prix revient ni plus ni moins à culpabiliser les ménages dans leur façon de consommer. La sobriété énergétique, c'est consommer moins pour des usages identiques.

L'électricité et le gaz sont des biens de première nécessité, tout le monde doit y avoir accès, au même tarif, quel que soit le lieu d'habitation. Le PCF rappelle son exigence d'une mise en place d'une commission pluraliste (élus, salariés, usagers, entreprises, organisations syndicales, associations, partis politiques) pour fixer en toute transparence les tarifs du gaz et de l'électricité.

A l'occasion du débat sur la transition énergétique qui se déroule actuellement, il est temps de porter la mise en œuvre d'une politique volontariste de l'énergie autour d'un pôle public seul à même de répondre au défi de la transition énergétique et d'assurer l'accès à l'énergie pour l'ensemble de nos concitoyens.

François Hollande ne prend toujours pas la mesure du désaveu qui frappe sa politique

Dos au mur après les révélations de l'affaire Cahuzac, François Hollande tente de reprendre la main sur le terrain de la moralisation avec une série de mesures. Certaines d'entre elles, comme la création d'une haute autorité indépendante et d'un parquet financier, font écho à des propositions portées de longue date par les parlementaires communistes. Concernant les paradis fiscaux, l'intention est louable mais avec quels moyens au niveau européen et national ? Nous serons évidemment extrêmement vigilants à ce que le dispositif s'attaque au cœur d'un système économique et financier gangrené par le fric.

La parole présidentielle se veut déterminée mais elle est en vérité très fortement fragilisée. Ces annonces ne sont accompagnées d'aucun moyen concret permettant de les mettre en œuvre. Un exemple, les services fiscaux ont été littéralement désarmés avec une saigné de 25 000 agents sur les dix dernières années.

Pire, François Hollande s'enferme dans une orientation politique marquée du sceau de l'austérité en continuant de nier le terme quand trois membres du Gouvernement ne s'embarrassent plus de ces "éléments de langage". « L'austérité c'est quand on baisse les salaire » dit-il, faisant mine d'ignorer que c'est justement ce que permettrait, via le chantage à l'emploi, le projet de loi qui a été voté hier à l'Assemblée nationale.

François Hollande ne prend toujours pas la mesure du désaveu qui frappe sa politique et que l'affaire Cahuzac n'a fait qu'amplifier. Il veut moraliser sans s'attaquer résolument aux racines d'une crise globale, politique, économique et sociale. La vraie transparence est donc ailleurs : dans l'indispensable confrontation de propositions pour une sortie de crise. Dans un premier temps, il faut suspendre les travaux du Parlement pour se consacrer à la lutte contre l'évasion fiscale. Et si l'ambition est vraiment de s'attaquer à la finance, alors il faut une autre politique. Une politique pour le changement.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

L'HUMANITÉ DIMANCHE
N° 395. DU 18 AU 24 AVRIL 2013

LE MYTHE DES SALAIRES TROP CHIERS

- Le coût du travail nuit à l'économie. **Faux**
- Des salaires bas pour être compétitifs. **Faux**
- France : un prix du travail trop élevé. **Faux**
- Des salaires bas pour créer des emplois. **Faux**

DÉTAILS PAGE 12

**DROITE OU GAUCHE
HOLLANDE
DOIT CHOISIR !**

Bayrou en tête, la droite met la pression sur le président pour qu'il conserve le cap de l'austérité, pourtant contesté au sein même du PS ainsi que par des Verts et le Front de gauche.
ANALYSE PAGE 20

TV
TOUS LES PROGRAMMES DE LA SEMAINE
NOTRE SÉLECTION

74 députés de gauche ont refusé de voter le texte de l'ANI (Pierre Laurent)

L'Assemblée nationale vient de voter le projet de loi sur l'ANI. C'est un coup de Jarnac porté aux droits des salariés. Ce texte soutenu par le MEDEF va renforcer les possibilités de licenciement au moment où le chômage connaît des taux records.

Je salue le travail des députés communistes et Front de gauche pour mettre à jour la nocivité de ce texte et ouvrir toutes les brèches possibles. Leur mobilisation a permis que dans le vote final, 19 députés de gauche votent contre le texte et 55 s'abstiennent. C'est donc 74 députés de gauche qui ont refusé de voter le texte de l'ANI. Cela signifie que le projet de loi adopté aujourd'hui à l'Assemblée nationale n'aura pas de majorité de gauche au Sénat. Le groupe des sénateurs CRC est décidé à continuer ce combat avec détermination, au côté de tous ceux qui se sont mobilisés aujourd'hui dans de nombreuses villes de France. La bataille n'est pas terminée.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sénateur de Paris

Mariage pour tous : "belle victoire, essentielle pour tous les couples" (Ian Brossat - PCF)

Après une semaine de débats et d'examen, le Sénat vient de voter la loi relative au mariage pour tous.

C'est une très belle victoire, essentielle pour tous les couples, les militants des luttes contre les discriminations, les défenseurs des droits. C'est la fin annoncée d'une inégalité douloureuse pour de nombreuses familles et de nombreux couples.

Ces derniers jours ont pourtant été marqués par des actes et des discours d'une rare violence. Alors que plusieurs agressions homophobes ont jalonné cette semaine, les opposants au texte se sont distingués par d'odieuses amalgames. Les sénateurs UMP n'ont rien compris, rien appris. Dépassés, en bons pompiers pyromanes, ils ont joué sur toute la gamme de l'homophobie.

Face à ce déferlement de haine, la gauche ne doit pas céder un pouce de terrain. Elle doit tenir bon et aller jusqu'au bout du combat pour l'égalité des droits. Le PCF se battra notamment pour que l'accès à la PMA soit accordé aux couples de lesbiennes dans le cadre de la loi « famille ».

Hollande et le gouvernement doivent tirer les enseignements du référendum alsacien. Et vite....

La proposition de création d'une collectivité territoriale unique d'Alsace vient d'être rejetée par référendum. Ce mauvais projet, véritable laboratoire pour adapter les collectivités à la politique d'austérité, a suscité beaucoup de méfiance dans les populations des deux départements alsaciens. Privés d'un vrai débat sur la réforme des collectivités territoriales et l'avenir régional, les électeurs et les électeurs ont très clairement exprimés, d'abord par leur non-participation, que la question posée était totalement déconnectée de leurs préoccupations. Notons combien la démocratie a été escamotée : la seule circulaire envoyée était une propagande pour le "oui". Le Front de gauche a fait dans ces conditions difficiles une belle campagne. À n'en pas douter, le résultat de ce soir est aussi, en creux, l'expression d'une volonté de ne pas affaiblir le lien de l'Alsace avec la France.

Le contexte actuel, sur fond de crise politique, économique et sociale, a pesé de tout son poids. C'est un changement de cap dans la politique gouvernementale qui est attendu. Pas une opération de ce type qui se solde par un lamentable échec. Après le vote des alsaciens, le projet de loi sur l'acte 3 de la décentralisation doit être retiré pour engager une véritable concertation avec l'ensemble des acteurs. Face à la finance, ce n'est pas la restriction de la démocratie locale qui doit être encouragée mais tout au contraire son développement. L'exécutif doit donc tirer les enseignements du référendum alsacien. Le plus vite sera le mieux.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

ROMS : « la réalité contraste avec les promesses »

En mars 2012, le candidat François Hollande dénonçait les stigmatisations contre les Roms (expulsions brutales à répétition, interdiction de travailler et de se former, reconduites aux frontières sans résultat...).

Un an plus tard, alors que la politique du chiffre et du bouc émissaire est « officiellement abandonnée », « les autorités françaises continuent à pratiquer une politique de rejet et à violer les droits fondamentaux de ces personnes ». C'est la conclusion du rapport rendu public ce 9 avril 2013 par l'Association Européenne pour la Défense des Droits de l'Homme (AEDH) et la LDH.

La réalité contraste avec les promesses. Les paroles électorales sont bien différentes des « propos sarkoziens » de Manuel Valls et avec une réalité pour le moins alarmante. Durant le 1er trimestre 2013, plus de 4 000 personnes ont ainsi été expulsées de leurs lieux de vie sans solution de relogement contrairement aux directives de la circulaire interministérielle du 26 août 2012.

Alors que le jugement du Tribunal Administratif de Lyon en faveur des Roms a récemment mis en accusation l'État qui manque à ses obligations, il y a urgence. Urgence que le Gouvernement s'engage dans la lutte contre les discriminations subies par les Roms, urgence qu'il s'engage dans le respect des droits humains fondamentaux, des droits inaliénables.

Le PCF et ses partenaires du Front de gauche continueront à lutter contre ces discriminations et leur banalisation.

Fabienne Haloui, responsable de la commission « Droits et Libertés » au PCF,

Prisonniers palestiniens : « déni des droits humains et du droit international »

Dans le cadre de la journée de solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens, un meeting de soutien s'est tenu mercredi soir à Saint-Denis. Une alerte à la bombe dans les locaux de la Bourse du Travail a obligé les organisateurs à se déplacer dans une autre salle et la soirée s'est poursuivie devant 30 personnes en présence de Salah Hamouri et de militants palestiniens.

Le PCF tient à exprimer sa plus ferme condamnation devant de telles menaces. Le droit de manifester en France ne peut être mis en cause par des groupes, qui, ici, comme en Israël, bafouent les droits humains dès qu'il s'agit de ceux des Palestiniens.

Les autorités françaises doivent mettre en œuvre les moyens nécessaires pour retrouver les auteurs et mettre un terme à ces agissements.

Cette journée a été marquée par de nombreuses manifestations dans les geôles palestiniennes. Trois mille personnes sur les 4700 ont entamé un jeûne et des manifestations ont eu lieu à Ramallah, Naplouse, Gaza, Hébron.

Le PCF s'associe aux demandes pour que soit mis un terme aux détentions administratives, permis d'emprisonner sans jugement, et pour que les emprisonnements d'enfants, dénoncés par l'UNICEF, soient interdits.

Les autorités françaises et européennes se doivent de rappeler au gouvernement israélien ses propres responsabilités dans ce véritable déni des droits humains et du droit international, et exiger qu'il y soit mis fin.

Nationalisation de Petroplus

Communiqué de la fédération PCF de Seine-Maritime

Nationalisation de Petroplus :

L'HEURE EST AU COURAGE POLITIQUE,

PAS AU RENONCEMENT TOTAL

Le Tribunal de Commerce vient de déclarer les offres de reprise de Petroplus non-recevables. L'avenir industriel de la région Haute-Normandie et de la France ne peut dépendre des Tribunaux de Commerce, illégitimes en la matière.

Il est inacceptable que l'avenir de près de 4000 salariés se joue dans la plus grande opacité. L'opération transparence ne peut se limiter au seul patrimoine de ministres millionnaires.

Le Président de la République et le gouvernement socialiste sont au pied du mur :

Soit, comme face à Mittal, ils plient une nouvelle fois devant les pressions des grands groupes pétroliers comme Total ;

Soit, ils décident de nationaliser la raffinerie de Petit-Couronne afin de sauver ce site et de jeter les bases d'une maîtrise publique de l'énergie (production, coûts, etc). Ce serait enfin un signal fort en faveur d'une stratégie industrielle au service de l'emploi. L'indépendance énergétique du pays est en jeu. L'intervention de l'État s'impose.

Il est grand temps également de légiférer en faveur de la taxation sur les produits finis importés. Les parlementaires communistes ont déposé une proposition de loi en ce sens.

L'heure est au courage politique, pas au renoncement total.

Appel pour les élections de 2014

Cellule Laydevant du PCF de Cran-Gevrier

Pour la première fois depuis très longtemps, la gauche peut gagner l'agglomération d'Annecy, en récupérant Annecy et Seynod et conservant Cran-Gevrier et Meythet. Mais elle peut perdre (comme à Meythet en 1995) si elle reste divisée.

La gauche est diverse et sa diversité fait sa richesse. Elle ne gagnera ni en se rangeant quoi qu'il advienne derrière un PS hégémonique en prenant garde de ne rien faire qui puisse le troubler, ni en faisant de l'anti-PS systématique et oubliant du même coup nos ennemis communs de classe et leurs soutiens (UMPFN et satellites).

L'appel s'adresse, par-delà la diversité interne à chaque commune, à définir un programme commun pour une alternative à l'agglomération d'Annecy, avec notamment les propositions suivantes :

- défense de l'emploi
- gratuités, notamment des transports en commun et développement des services publics
- développement de la démocratie au niveau de l'agglomération, avec notamment des budgets participatifs, référendum d'initiative populaire pour éviter de dépenser à fonds perdus dans des projets controversés (J.O., centre des Congrès, grand stade de Seynod...), défense d'un vrai droit à l'affichage d'opinion...
- etc.

Nous souhaitons collecter les propositions des citoyens, associations, syndicats, partis. Nous organiserons des réunions publiques pour en débattre et définir quelles listes, dans chaque commune, sont les plus à même de porter les revendications qui seront retenues lors de ces réunions.

Parlons-en ensemble, échangeons nos propositions :

- Première réunion publique **vendredi 17 mai de 19h à 22h foyer bar du Vernay, 22 av. Germain Perréard**

Petites nouvelles en vrac de notre députée

européenne Marie-Christine VERGIAT

D'abord, je vous fais partager une chronique que j'ai écrite à mon retour de Tunisie.

<http://www.eurocitoyenne.fr/content/votre-deputee/chronique-dune-eurodeputee-n-28-de-retour-du-forum-social-mondial-tunis>

C'est un peu court et j'aurais temps de choses à dire sur ce que j'ai entendu là bas et qui me donne plus que jamais envie de me battre pour faire entendre la nécessité d'enfin revoir les politiques de l'UE et de ses membres vis à vis des pays notamment du Maghreb. comment peut on être autiste à ce point et faire le lit des islamistes et des pouvoirs les lus corrompus. Mais aussi tout ce que nous perdons en refusant la diversité culturelle et en étant insuffisamment offensif face à la montée des extrêmes, de l'islamophobie et des replis nationalistes.

Si vous voulez en savoir plus sur ma colère, je vous invite à lire l'interview que m'a accordée le journal tunisien "Le temps" <http://www.letemps.com.tn/article-75016.html>

Mais je vous préviens que c'est assez mal écrit ; le journaliste ayant essentiellement retranscrit ce que je lui avais en langage plutôt oral quasiment sans la moindre réécriture ; le style est donc assez déplorable et je vous prie de bien vouloir m'en excuser.

Je voudrais aussi vous faire partager mon agacement après le vote du Two Pack comme on dit en jargon européen, c'est-à-dire un paquet de deux règlements européens qui va parachever l'édifice de ce que nous appelons au front de Gauche les mesures austéritaires et qui en l'espèce est une transcription du TSCG en droit européen . Je précise que ce Two pack a été voté par presque tous les députés européens (socialistes et verts compris) ; les socialistes français ayant dans un premier temps voté contre celui de ces deux textes qui avait un rapporteur de droite, puis ayant pour la plupart corrigé leur vote en abstention dans l'après midi. Dans les faits que le rapporteur soit socialiste ou PPE (et en l'espèce UMP) les deux textes se valent. Pour s'en convaincre, il suffit de les lire. Ils ont en commun d'imposer des contrôles supplémentaires sur les budgets nationaux y compris ceux des collectivités locales. Et après on viendra nous dire que tout cela c'est la faute à Bruxelles et que l'on ne peut rien y faire.

Pour moi, ces doubles discours sont de plus en plus insupportables dans le climat politique délétère actuel.

Les parlementaires qu'ils soient nationaux ou européens doivent utiliser les pouvoirs qui sont les leurs pour s'opposer à ces politiques mortifères qui entraînent l'UE dans la récession et le feront chèrement payer aux populations qui ne sont en rien responsable de cette crise et ce, alors même que la richesse continue de s'accroître au sein de l'UE et que le taux de pauvreté est passé de 18 à 25 % toujours dans l'UE entre 2008 et aujourd'hui. Cherchez l'erreur !!!!

Enfin, je vais faire ma petite page de pub personnelle puisque je viens de co-écrire avec Élisabeth Gauthier et Louis Weber un petit livre aux éditions du Croquant. Comme nous ne doutons de rien, nous l'avons appelé "Changeons d'Europe". Vous pouvez le trouver dans un certain nombre de librairies et sur Internet au prix de 8 euros. Pour vous en faire découvrir un peu le contenu et bien sûr, vous donnez envie de le lire, je vous joins également une tribune de Gaël de Santis dans le journal L'Humanité. <http://www.humanite.fr/tribunes/trois-militants-passent-la-derive-de-l-union-europ-520018>

Bonne lecture et à bientôt

Conférence de Presse,
Pierre Laurent, secrétaire national,
8 avril 2013

L'heure est grave pour la France. Les aveux de fraude de Jérôme Cahuzac, et les révélations d'énormes évasions fiscales organisées par des banques, des chefs d'entreprises et des personnalités politiques vers les paradis fiscaux, provoquent la colère et l'indignation. Ces scandales jettent le discrédit sur notre pays, son gouvernement. Ils symbolisent – non pas seulement la dérive personnelle hautement condamnable d'un ministre – mais l'emprise toujours plus étouffante des logiques de l'argent, les forces de la finance sur la vie sociale, économique et politique de la France.

En mai dernier, c'est pour en finir avec cette domination du fric – que la droite de Nicolas Sarkozy incarnait avec toujours plus de cynisme et d'autoritarisme – que les Français ont voulu le changement de politique. Le message de la majorité du pays était très clair : combattre le règne de la finance, reconstruire une République sociale, solidaire et éthique.

Aujourd'hui, les Français se sentent trahis. Ils sont de plus en plus nombreux à ne pas reconnaître dans la politique actuelle une politique de gauche. Le scandale Cahuzac sonne, dans ces conditions, comme un coup de massue. Celui qui incarnait la politique d'austérité imposée sans son accord à notre peuple, était un professionnel de l'évasion fiscale !

C'est insupportable. Le désaveu populaire est massif. La politique de François Hollande et du gouvernement Ayrault n'a plus la confiance des Français. Et surtout de celles et ceux qui, majoritairement, ont voulu mettre la barre à gauche, vers le retour de la justice sociale et de l'égalité dans la République.

Ce qui rend la situation plus insupportable encore, c'est que le Président de la République et le gouvernement s'entêtent à ne rien entendre de l'exigence du pays de voir la politique de la France changer de cap.

Soumission aux politiques d'austérité européennes, explosion du chômage, échec des prévisions économiques du gouvernement, pacte de compétitivité égal à 20 milliards de cadeaux fiscaux supplémentaires pour les entreprises, tentative de transcription de l'accord de l'ANI dans la loi avec le soutien du Medef ... la politique du gouvernement amplifie la crise au lieu de la combattre.

Et quand le choc Cahuzac révèle cet insupportable fossé : les sacrifices pour les uns, l'évasion fiscale pour les autres, rien ne devrait changer !

Le pays est atterré. La France va à la catastrophe si tout continue comme cela. Il faut sauver notre pays du désastre politique qui s'annonce.

Pour cela il y a une urgence : un changement de cap fort, global, concret, rapide de la politique nationale, pour mettre en œuvre une nouvelle politique résolument de gauche qui s'attaque au pouvoir de la finance et restaure le pouvoir démocratique des citoyens, des élus eux aussi bafoués, sur les choix de la République. L'ennemi c'est la finance.

La crise ce n'est pas les « élus tous pourris » comme le chante le Front national, lui même éclaboussé dans l'affaire Cahuzac.

La solution, ce n'est plus seulement une moralisation de la vie politique réduite au seul contrôle accru – certes nécessaire – du patrimoine des élus et des ministres.

La vérité c'est qu'au cœur de la crise, se trouvent deux grandes causes :

1 La domination organisée de la finance, des marchés financiers, de leurs critères d'évaluation et de rentabilité, sur toutes les activités de la société, sur tout notre système économique et institutionnel. Que ces pratiques passent par des voies légales ou frauduleuses.

2 Le dessaisissement là encore organisé, au profit de la finance, des citoyens, des salariés, des institutions élues sur tous les grands choix qui engagent la vie des citoyens et du pays. La souveraineté populaire est minée de toute part.

Dans ces conditions, le Parti Communiste lance un double appel :

- à la mobilisation de toutes les forces, de toutes les citoyennes, tous les citoyens qui ont voulu le changement au printemps dernier, pour reprendre en main le cap du redressement de la France. Partout, sous toutes les formes possibles, prenez la parole, reprenez le pouvoir, dites haut et fort : nous voulons la politique de gauche pour laquelle nous avons voté l'an dernier, et pas cette politique d'austérité et d'inégalités qui mène la France dans le mur.

- à la construction populaire et démocratique d'un nouveau contrat politique pour le pays, autour de deux axes :

- Un programme de lutte contre la domination de la finance, avec une réforme fiscale d'ampleur ; un contrôle public et démocratique sur les banques, le crédit, la monnaie et la finance ; la priorité donnée aux salaires, à la protection sociale, à la sécurisation de l'emploi, aux services publics, à l'investissement industriel et écologique contre les dividendes et la rentabilité financière. La France doit résister aux injonctions d'austérité de l'Europe.

- Une refondation démocratique de nos institutions par un processus constituant jusqu'à une 6e république : avec une lutte contre les conflits d'intérêts, entre le monde des affaires et les institutions politiques, une réelle indépendance de la justice, une démocratisation des élections par la proportionnelle, de nouveaux droits pour les salariés dans les entreprises, pour que l'intérêt général guide notre organisation sociale et économique, la remise en chantier de l'acte 3 de la décentralisation aujourd'hui largement rejeté dans le pays

C'est autour de ces axes que doivent se rassembler les forces de changement, les citoyens qui refusent la dérive actuelle, pour reconstruire un nouveau contrat majoritaire, une nouvelle majorité, un nouveau gouvernement.

Dans l'immédiat, nous faisons quatre propositions :

1 Suspendre immédiatement le débat parlementaire sur l'ANI, qui creuserait encore le fossé avec les forces sociales de notre pays. J'appelle solennellement les parlementaires de gauche à prendre la mesure de leurs responsabilités, en cas d'adoption de ce texte. Et mettre à l'ordre du jour un débat immédiat sur la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. (cf rapport d'Éric Bocquet – commission d'enquête du Sénat sur la fraude et les évasions fiscales).

2 Engager toutes les forces disponibles pour exiger un changement de cap de la politique dans la préparation de la grande marche citoyenne, décidée pour le 5 mai prochain. Notre engagement se fait sur une base claire et unique. Celle de la déclaration commune de toutes les forces du Front de gauche du vendredi 5 avril 2013 : « contre l'austérité et la finance, marche citoyenne pour la VIe République », et de l'appel qu'elle contient, « à toutes les forces de gauche, et individus qui ont voulu le changement en mai dernier », d'organiser avec nous cette marche.

3 Lancer dans tout le pays, la réunion d'assemblées citoyennes ouvertes à toutes ces forces pour travailler les bases d'un nouveau contrat politique de changement majoritaire.

4 Préparer avant l'été une première grande étape de ce travail citoyen et populaire pour la tenue d'assises nationales pour la refondation sociale et démocratique de la République.

Vous l'aurez compris, l'heure n'est pas à mes yeux à diviser, à opposer, à écœurer. L'heure est à rassembler, à unir, à construire. La solution réside plus que jamais dans la mobilisation et l'intervention active de notre peuple.

Venezuela / Élection de Maduro : "C'est la victoire d'un peuple" (Pierre Laurent)

Je salue très chaleureusement l'élection de Nicolas Maduro et du Pôle patriotique au Venezuela.

C'est la victoire d'un peuple qui a voulu garantir la poursuite du processus de transformations progressistes initié par Hugo Chavez.

Le candidat de l'opposition, Henrique Capriles, est battu après avoir mené une campagne haineuse, focalisée sur les problèmes d'insécurité, et soutenue par les classes dominantes partisans du retour aux politiques néolibérales de privatisations et ajustements structurels qui ont, par le passé, causé tant de dégâts et d'injustices.

Le PCF réaffirme toute sa solidarité avec le peuple et les forces progressistes vénézuéliennes. L'élection de Nicolas Maduro sera aussi un atout pour le renforcement de l'union des peuples d'Amérique latine.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

Venezuela : Le PCF condamne les tentatives de l'opposition de déstabilisation

Le Parti Communiste Français exprime sa plus vive préoccupation après les violences qui ont eu lieu au Venezuela après que le candidat de l'opposition Henrique Capriles a refusé de reconnaître les résultats de l'élection présidentielle du 14 avril dernier. Ces violences ont déjà fait sept morts, tous des militants du Parti socialiste unie du Venezuela. Des centres de santé et des magasins d'État d'alimentation ont été incendiés et des représentations du centre national électoral ont été attaquées ainsi que le domicile de la présidente de cet organisme.

Ces actes font partie d'une campagne de déstabilisation lancée par l'opposition. Ils étaient prévisibles avant l'élection avec le refus de Henrique Capriles avec les autres candidats de l'engagement à respecter les résultats. Les autorités vénézuéliennes avaient alerté il y a quelques jours de l'existence d'un plan pour créer un climat de violence et de la présence de militants d'extrême droite venus d'Amérique centrale pour prêter main forte pour ces opérations de déstabilisation.

Ces actes prémédités cherchent à créer un climat de violence favorable à une nouvelle tentative de coup d'État comme celles déjà essayés par l'opposition en 2002.

L'objectif de l'opposition est clair : renverser l'ordre constitutionnel.

L'Union des nations de l'Amérique du Sud (Unasur) et les gouvernements des principaux pays de la région ont déjà reconnu la validité du processus électoral et ont écarté tout soupçon de manipulation électorale. Les observateurs et les médias présents ont constaté les bonnes conditions dans lesquelles les Vénézuéliens ont voté.

Seuls les États Unis et l'Union européenne demandent avec l'opposition le recompte de la totalité de voix ignorant les constatations faites par les observateurs et les audits réalisés le soir même de l'élection, audits contrôlés par les représentants des partis vénézuéliens.

Le Parti Communiste Français condamne les agissements de l'opposition et affirme sa solidarité la plus déterminée avec le peuple vénézuélien qui vient de faire preuve d'un grand civisme lors de l'élection présidentielle.

La France et l'Union Européenne doivent reconnaître la validité de cette élection et exprimer leur condamnation des attaques contre la démocratie en cours au Venezuela.

Que restera-t-il de Margaret Thatcher ?

Pour certains elle aura mis fin au « monopole » syndical, elle a combattu l'IRA, elle a été ferme pour défendre les poussières d'empire aux Malouines par exemple, elle a refusé l'accélération de l'intégration européenne, elle a privatisé comme personne avant elle... Pour d'autres les plus nombreux en Grande Bretagne c'est l'arrogance, la certitude d'avoir toujours raison, même seule, c'est son inhumanité à l'égard des mineurs grévistes gallois ou des grévistes de la faim de l'IRA.

Peu de femmes politiques ont déchaîné autant de passions. Si la frange rétrograde et conservatrice de la population anglaise en a fait son héroïne pendant plus d'une dizaine d'années, l'immense majorité des britanniques a souffert de sa politique économique et sociale. Le miracle d'une Grande Bretagne prospère et isolée a vécu. C'est Thatcher qui a transformé ce pays en place boursière et en pôle de service sacrifiant un à un les pans de l'économie traditionnelle. S'il n'y a plus d'industries de transformation, si tous les « bijoux » du royaume ont été un à un vendus aux capitaux étrangers, c'est grâce à madame Thatcher. A l'image de Reagan elle a inventé une droite décomplexée qui a aussi inspiré Nicolas Sarkozy. Après avoir été poussée dehors par les siens au début des années 90, elle n'est désormais plus une référence politique pour le parti de David Cameron. Ne serait-ce que par ses positions ultra-réactionnaires sur les questions de société comme sa vision de l'homosexualité. Paradoxe elle a aussi permis à toute une génération d'artistes de créer en se positionnant contre elle.

Alors si vous voulez vous souvenir de Margaret Thatcher réécoutez Renaud ou allez voir un film de Ken Loach. C'est ainsi que vous comprendrez mieux pourquoi dans les années 80 des enfants accostant un candidat travailliste aux environs de Birmingham, lui disaient « mes parents votent pour vous parce que nous on hait Magie Thatcher ».

Le Parti Communiste Français est du côté de ceux à qui l'outrance libérale de la politique de Thatcher a donné envie de construire une nouvelle Grande Bretagne.

Français de l'étranger : Céline Clément candidate dans la circonscription Amérique-du-nord pour le FDG

Céline Clément représentera le Front de Gauche lors de l'élection partielle de la première circonscription des Français établis hors de France (Canada, États-Unis). Son suppléant sera Jean-Baptiste Plouhinec. Céline Clément, membre du PCF, avait déjà été candidate à l'élection de 2012 pour le Front de Gauche et avait réalisé le deuxième score à gauche. Jean-Baptiste Plouhinec est membre du Parti de Gauche et réside depuis 12 années au Canada. Cette équipe bénéficiera du soutien plein et entier de toutes les organisations du Front de gauche et de leurs représentants, dont Jean-Luc Mélenchon, ancien candidat à l'élection présidentielle, et Pierre Laurent, secrétaire national du PCF.

Avec cette candidature, le Front de Gauche est la seule formation politique à respecter ses engagements de parité sur l'ensemble des circonscriptions. Il montre également son engagement auprès de tous les Français de l'Étranger, en particulier tous ceux qui subissent directement la baisse de qualité des services publics et les conséquences des politiques économiques et sociales menées en France. De la suppression de postes au ministère des affaires étrangères et dans les consulats, à l'absence de remise en question du fonctionnement des bourses scolaires (qui oublient tous nos concitoyens ne vivant pas directement à proximité d'un lycée français), la désillusion des Français de l'étranger est grande.

Alors que la majorité PS-EELV au gouvernement s'enfonce dans une politique libérale en reniant un à un ses engagements de campagne, le Front de Gauche s'engage à proposer une alternative de gauche pour sortir de la crise économique, écologique et politique actuelle. Le programme du Front de Gauche vise à instaurer une rupture avec la société de consommation actuelle et les besoins d'expansion de la sphère marchande induits par le modèle capitaliste et construire ainsi, avec les citoyens, une société plus humaine, avec plus de justice sociale et un meilleur usage des ressources. Il vise également à rendre le pouvoir aux citoyens et propose d'instituer une VIème république qui réforme en profondeur le système politique actuel.

Souscription pour l'Humanité

Pierre Laurent: «Une bouffée d'oxygène pour la démocratie»

Urgence pour l'Humanité. Pour le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, c'est le «seul journal où se mêlent en permanence les voix de grands intellectuels, du monde social et syndical, celles de la gauche dans sa diversité». Il appelle à le soutenir et à le faire connaître.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger. Des difficultés de trésorerie les menacent gravement. Pour faire face à cette situation, l'Humanité et ses équipes font appel à leurs lectrices et lecteurs, aux organisations progressistes et démocratiques, à toutes les personnes attachées au pluralisme des idées et de la presse.

Lors de son congrès, le PCF a réaffirmé son attachement à l'Humanité, en quoi est-ce un enjeu important?

Pierre Laurent. Une question démocratique est aujourd'hui posée. Les citoyens sont en permanence dessaisis des grands choix du pays. Ils sont sans cesse obligés d'aller eux-mêmes à la conquête de la vérité, de l'information. L'Humanité est un outil irremplaçable pour cette maîtrise citoyenne des enjeux politiques et démocratiques. C'est une bouffée d'oxygène quotidienne dans un débat médiatique très souvent appauvri. La bataille sur l'accord national interprofessionnel (ANI) l'illustre parfaitement. Un salarié qui n'a pas l'Humanité pour connaître les tenants et les aboutissants de cet accord est désarmé face au matraquage patronal et gouvernemental.

À l'heure où toute la presse connaît la crise, particulièrement notre journal, qui est dans une situation d'urgence, comment faire vivre le pluralisme?

Pierre Laurent. Depuis l'affaire Cahuzac, on parle beaucoup des conflits d'intérêts. Or quelques grands groupes financiers concentrent aujourd'hui le pouvoir sur les médias. Y mettre un terme pour renforcer la liberté de la presse, la liberté des journalistes et le pouvoir d'information des citoyens est un des principaux enjeux de la lutte contre les conflits d'intérêts entre la finance et la vie démocratique du pays. La reconstruction des aides à la presse avec un réel soutien au pluralisme, la refondation du système coopératif de distribution sont également indispensables. Enfin, il est nécessaire que les différentes sensibilités politiques et sociales aient accès aux grands moyens d'information, notamment audiovisuels, où, pour l'instant, une sensibilité comme la nôtre mais aussi les grandes voix syndicales du pays sont systématiquement minorées par rapport à ce qu'elles représentent réellement. Sans diversité, il n'y a pas de vie démocratique réelle.

Le journal vous semble-t-il utile à faire vivre le débat à gauche aujourd'hui?

Pierre Laurent. L'Humanité, c'est le grand journal de la gauche. La question centrale actuellement est de faire vivre le rassemblement de la gauche dans sa diversité sur la base d'une lutte déterminée contre la finance. Le journal qui porte cette ambition, c'est l'Humanité. Il est le carrefour du débat, le seul où se mêlent en permanence les voix de grands intellectuels, du monde social et syndical, celles de la gauche dans sa diversité. Cette confrontation d'idées est indispensable pour remettre la gauche dans la bonne direction. L'Humanité joue un rôle irremplaçable.

En tant qu'ancien directeur de la rédaction de notre journal, vous connaissez bien les difficultés de la presse, en particulier de la presse d'opinion.

Y a-t-il une place dans le paysage médiatique pour une voix originale comme l'Humanité?

Pierre Laurent. Évidemment, j'ai un attachement personnel à l'Humanité, lié aux longues années pendant lesquelles j'y ai travaillé. Mais au-delà, ce journal tranche, très souvent, dans le paysage médiatique parce qu'il met sur le devant de la scène les préoccupations populaires qui sont totalement marginalisées par le flot médiatique dominant. Dans toutes les salles de rédaction de la presse écrite et audiovisuelle, je sais que la lecture de l'Humanité apporte un regard singulier qui, s'il n'existait plus, manquerait.

Quel rôle joue l'Humanité pour les militants communistes et du Front de gauche?

Pierre Laurent. C'est une source d'informations et de débats sans laquelle un militant de gauche, singulièrement un militant communiste ou du Front de gauche, est amputé dans son activité. Chaque communiste devrait se donner les moyens, soit par l'achat en kiosque, soit par l'abonnement, d'être un lecteur assidu. Car nous baignons tous dans un flot continu d'informations, mais en avoir une vraie maîtrise et un recul suffisant pour se forger son opinion suppose de pouvoir les confronter à une analyse et à un regard différents. J'appelle donc les militants communistes, non seulement à participer fortement à la souscription exceptionnelle que vient de lancer le journal, mais aussi à ce que pas une seule de leurs initiatives – manifestation, meeting, porte-à-porte – ne devrait avoir lieu sans qu'ils aient sous le bras des exemplaires de l'Humanité et de l'Humanité Dimanche pour les faire connaître et inviter à leur lecture.

Faire un don en ligne à l'Humanité

Télécharger le coupon de la souscription

<http://www.humanite.fr/medias/sites/default/files/pdf/2013/tractsouscription-2.jpg>

Les fascistes tentent d'investir la fac, les communistes les en sortent !

<http://jeunescommunistes13.over-blog.com/article-les-fascistes-tentent-d-investir-la-fac-les-communistes-les-en-sortent-117215826.html>

Mercredi 17 avril dernier, le parti Debout la République en lien avec l'organisation d'obédience fasciste « Égalité et Réconciliation » ont tenté d'organiser une conférence sur la faculté de Lettres d'Aix en invitant la pseudo historienne Marion Sigaut.

Celle-ci est membre du groupuscule « Égalité et Réconciliation », organisation d'extrême-droite qui promeut la défense des expériences fascistes historiques (l'Italie de Mussolini, l'Allemagne sous Hitler ou encore l'Espagne sous Franco).

En déposant la conférence sous le nom d'un intitulé relativement vague et sous le label « Étudiants indépendants » ceux-ci espéraient pouvoir détourner la vigilance des étudiants.

Solidement implantés sur cette université depuis de nombreuses années les Étudiants Communistes ont rapidement démasqué ce qui se cachait derrière cette conférence qui devait servir à la diffusion de propos racistes et complotistes.

Sous l'impulsion de l'UEC ce sont plusieurs dizaines d'étudiants qui se sont rassemblés devant l'amphi où devait se tenir la conférence empêchant l'extrême-droite d'investir les lieux.

Partout où l'extrême-droite tentera d'aller, elle trouvera les communistes pour lui barrer la route !